

## BURUNDI

### LES URNES PLUTOT QUE LES ARMES

***(Institut Panos Paris / Syfia Grands Lacs) Les armes se sont tues au Burundi, mais elles restent nombreuses aux mains des civils et des combattants, malgré un début de démobilisation. La grande majorité des Burundais sont prêts à les ranger si les élections tant attendues se déroulent bien.***

Que ce soit dans les quartiers de la capitale Bujumbura ou sur les routes de campagne, la première chose qui frappe le visiteur, c'est le calme apparent qui règne à travers le Burundi, situation impensable voici à peine quelques mois. Que l'on ne s'y trompe pas : malgré les efforts fournis par l'État et les services de sécurité, plus de 300 000 armes circulent encore dans le pays, selon le commandant Adolphe Manirakiza, le porte-parole des Forces de défense nationale (FDN). Autant d'armes que de morts en 10 ans de guerre.

Durant les longues années de conflit, même la population civile s'est armée et nombreuses sont les familles qui détiennent des armes de tous calibres. Les principaux détenteurs en sont les commerçants et les jeunes, qui se disent menacés en permanence. Pour preuve, la nuit du 31 décembre dernier, sur le coup de minuit, des coups de feu ont fusé de tous les quartiers de la capitale pour marquer le passage à l'année nouvelle. Pour l'instant, rien n'est fait pour inciter les citoyens à remettre leurs armes.

#### Quatre ans de démobilisation

Le gros des armes reste cependant détenu par les anciennes forces rebelles. Pour l'instant, seule une infime partie a été rendue. Les opérations de démobilisation ont commencé début décembre 2004. Les démobilisés, tous volontaires, viennent essentiellement de l'armée burundaise (FAB) et des différentes rébellions particulièrement le Cndd-Fdd. À leur accueil dans les trois centres d'encadrement de Randa, Gitega et Muramwya, ils reçoivent un petit pécule de "*réinsertion*" avant de regagner leurs collines et familles respectives où ils s'adonnent principalement à l'agriculture et au petit commerce. Des milliers d'autres attendent d'être repris dans la future armée régulière (Forces de défense) dont les structures viennent d'être mises en place. Rares sont ceux qui pensent à reprendre les armes, comme le jeune Diomède alias "*Kagame*", ancien combattant des Forces de défense pour la démocratie (Fdd) depuis l'âge de 14 ans (il en a 19 aujourd'hui), qui reste sceptique : "*Si les promesses du gouvernement et de la communauté internationale ne sont pas tenues, personne ne m'empêchera de ressortir mon arme*".

À ce jour, sur l'ensemble du pays, seules 7245 personnes ont été démobilisées volontairement à la date du 5 avril 2005. Selon le programme de démobilisation adopté pour une durée de quatre ans, 14 000 personnes devraient être démobilisées chaque année.

L'opération est reconnue difficile, car ces combattants, selon Simon Kururu, directeur de la communication et de l'information de la Commission nationale chargée de la démobilisation, réinsertion et réintégration des ex-combattants (Cndrr), "*n'ont pas oublié les affres de la guerre et ne se sentent pas encore en sécurité*". Certains démobilisateurs craignent aussi que les combattants gardent délibérément leurs armes au cas où les résultats des élections ne leur conviendraient pas.

Nombreux sont ceux qui ont gardé un amer souvenir des dernières élections et des dix années de guerre qui leur ont succédé. En outre, des armes ont été récupérées par des malfrats qui terrorisent la population en ville et sur les routes de campagne.

### **Faire taire les armes**

C'est donc avec l'espoir de voir les armes se taire définitivement que la population burundaise, dans son écrasante majorité, a le regard tourné vers les élections qui se dérouleront avant le 19 août, quels qu'en soient les modalités et le résultat. On en a eu une première preuve lors du référendum du 28 février 2005, à l'issue duquel plus de 90 % des 3 millions d'électeurs ont adopté la Constitution post-transition, première étape de la série des élections à venir. Une écrasante majorité qui a voté avant tout pour que s'arrête la guerre.

C'est que souhaitent aussi la plupart des anciens combattants comme Evariste Nduwimana, ancien caporal des ex-Forces armées burundaises âgé de 28 ans qui s'occupe désormais de son petit champ familial près de Ngozi (132 km au nord de la capitale) : *"Ce que j'ai vécu en cinq ans dans le maquis ne m'incite pas à encourager la reprise des hostilités. Seules des élections peuvent redonner la vie et l'espoir au Burundi et au peuple burundais"*.

**Déo Namujimbo (Correspondant Syfia – RDC)**